



APPEL D'OFFRES N° 11/AUKSS/2023

**PLAN D'AMÉNAGEMENT DU CENTRE
LAABYATE À LA COMMUNE OULED HCINE
(LOT UNIQUE)**

Réservé aux PME

REGLEMENT DE LA CONSULTATION



Appel d'offres ouvert conformément
au règlement du 27 mai 2014 relatif
aux conditions et formes de
passation des marchés des Agences
urbaines notamment l'alinéa 2
du paragraphe 1 de l'article 16 et
l'alinéa 3 du paragraphe 3 de
l'article 17.

Article 1. Objet du règlement de la consultation

Par le présent règlement de la consultation, l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane (AUKSS) confie au contractant qui accepte, de mener les tâches relatives à l'élaboration du plan d'aménagement du centre Laabyate à la commune d'OuledHcine.

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du règlement relatif aux marchés publics de l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem, entré en vigueur à compter du 27 mai 2014, ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le règlement relatif aux marchés publics de l'Agence Urbaine précité. Toute disposition contraire au règlement précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du règlement des marchés de l'Agence Urbaine.

Article 2. Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane (AUKSS), représentée par sa Directrice M^{me} HAMTAMI en sa qualité d'ordonnateur.

Article 3. Information et demande d'éclaircissement

Conformément aux dispositions des articles 22 du règlement précité, tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue dans le délai prévu ci-dessus.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres, et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, la réponse doit intervenir au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Article 4. Répartition en lots

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.

Article 5. Dossier d'appel d'offres

Tout appel d'offres fait l'objet d'un dossier préparé par le maître d'ouvrage et qui doit comprendre

- Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du Cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Les modèles du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global ;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- Le règlement de consultation.



Article 6. Modification du contenu du dossier d'appel d'offres

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du règlement précité, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture des plis prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, cette nouvelle séance doit intervenir par un avis modificatif dans les mêmes conditions prévues à l'article 20 du règlement précité. Dans ce cas, la nouvelle séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Article 7. Retrait du dossier d'appel d'offres

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents conformément aux dispositions de l'article 31 du règlement précité et à l'arrêté du ministère de l'Economie et des Finances n° 1982-21 du 9 Joumada I 1443 (14 Décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires notamment son article 41, qui stipule les dispositions relatives à l'obligation de retrait des plis et des offres des concurrents par voie électronique et à la dématérialisation des garanties pécuniaires.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le Portail Marocain des marchés publics www.marchespublics.gov.ma ou sur le site web de l'Agence Urbaine de Kénitra –Sidi Kacem Sidi Slimane www.auks.ma

Article 8. Conditions requises des concurrents

A- Conformément à l'article 24 du règlement relatif aux marchés publics de l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem, entré en vigueur à compter du 27 mai 2014:

Peuvent participer à cet appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- sont en situation fiscale régulière ; pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement ;
- sont affiliées à la C.N.S.S ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires auprès de cet organisme.

Ne sont pas admises à participer à cet appel d'offres les personnes physiques ou morales qui sont:

- en liquidation judiciaire ;
- en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 142 du décret précité;
- les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

Article 9. Justification des capacités et des qualités

I - Chaque concurrent est tenu, conformément aux articles 25, 26, 27 et 28 du règlement précité, de présenter un dossier administratif, un dossier technique et une offre technique :

A- LE DOSSIER ADMINISTRATIF:

- Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :



- a- Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions indiquées à l'article 26 du règlement relatif aux conditions et formes de passation des marchés de l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem ;
- b- Les cautionnement provisoires doivent être constitués et effectués par voie électronique conformément à l'arrêté de Mme la Ministre de l'Economie et des Finances N°1982-21 du 9 Joumada I 1443 (14 Décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires ;

En cas de groupement, le récépissé du cautionnement provisoire et définitif ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement.

- c- Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 140 du règlement précité. Cette convention doit être accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.

2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement précité :

- a- La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée.
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon les cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 5 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c- L'attestation de la CNSS délivrée depuis moins d'un an certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions de l'article 24 du règlement relatif aux conditions et formes de passation des marchés des Agences Urbaines précité ou de la décision du Ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme ;
- d- Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;
- e- L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

N.B : Pour justifier la qualité de la Petite et Moyenne Entreprise Nationale, le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché qui sera issu du présent appel d'offres **doit produire les pièces suivantes :**

- Un certificat émanant de la CNSS, prouvant que le nombre des salariés ne dépasse pas 200 salariés ;
- Le document prouvant la qualité de la personne dirigeante avec les attributions qui lui sont conférées pour représenter le concurrent ;



- Un certificat attestant du chiffre d'affaires de l'entreprise émanant de la Direction Générale des Impôts ;

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

B - LE DOSSIER TECHNIQUE :

Ce dossier doit comprendre les pièces suivantes :

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation ;
- Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'originale délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

II – Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

- 1- Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et en plus des pièces prévues à l'alinéa 1 du I-A de l'article 6 ci-dessus, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché qui résultera du présent appel d'offres ;
- 2- S'il est retenu pour être attributaire du marché :
 - a- Une attestation ou sa copie conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 5 ci-dessus. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
 - b- Une attestation ou sa copie conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la caisse nationale de sécurité sociale justifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 5 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

C – L'OFFRE TECHNIQUE:

Ce dossier est constitué des pièces suivantes :

1) La composition de l'équipe comprenant :

- a- Un rapport (original et deux copies) traçant la composition de l'équipe comprenant
 - La liste nominative des membres de l'équipe, permanents ou consultants, avec leur curriculum vitae. Cette liste doit préciser les travaux que chacun mènera ainsi que la répartition du temps de son intervention pendant la durée de l'étude. Les enseignants devraient disposer d'autorisation de participer à des études conformément à la réglementation en vigueur.
 - Le curriculum vitae de chaque intervenant devra être impérativement signé par ses soins (signature légalisée) et doit préciser sa fonction actuelle. Ledit CV doit être accompagné des copies certifiées conforme des diplômes correspondants.



Les membres de l'équipe doivent justifier les diplômes suivants :

- Diplôme d'architecte délivré par l'Ecole National d'Architecture (ou diplôme étranger avec équivalence) ;
- Diplôme d'Urbaniste délivré par l'Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme (ou diplôme étranger avec équivalence) ;
- Diplôme d'ingénieur d'Etat en génie civil, délivré par une école nationale (ou diplôme étranger avec équivalence) ;
- Diplôme en statistiques : Ingénieur, Master ou Doctorat en Statistiques, délivré par une école nationale ou diplôme étranger avec équivalence;
- Diplôme en Système d'Information Géographique: Ingénieur en SIG ou ingénieur Topographe ou Master ou Doctorat en Système d'Information Géographique, délivré par une école nationale ou l'université ou diplôme étranger avec équivalence;
- Master ou plus en environnement et/ou développement durable délivré par l'université ou école nationale (ou diplôme étranger avec équivalence) ;
- Master ou plus en économie délivré par l'université ou école nationale ou diplôme étranger avec équivalence;
- Master ou plus en Droit délivré par l'université ou école nationale (ou diplôme étranger avec équivalence), avec une expérience en foncier.
- Diplôme de l'infographiste
- Diplôme du technicien en architecture ou en urbanisme

NB :

- Les diplômes délivrés par les écoles ou instituts privés ne seront pas acceptés (sauf en cas d'équivalence avec les diplômes de l'Etat) et l'offre du concurrent sera écartée.
- En cas d'absence d'un des trois premiers profils (architecte, urbaniste, ingénieur en génie civil) l'offre du candidat sera écartée.
- Au cas où un des CV n'est pas « signé légalisé » et/ou un des diplômes n'est pas « en copie certifiée conforme », la note qui sera attribuée est 0.

2) La note méthodologique et le planning détaillé des études, comprenant :

- L'approche technique proposée et la méthodologie envisagée pour l'élaboration des études (organisation technique du travail, techniques à utiliser pour l'établissement des plans de restitution) ;
- Un planning détaillé des études indiquant le calendrier d'élaboration des tâches principales à accomplir.

D - L'OFFRE FINANCIERE :

- a) l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.
- Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même marché.
- Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation des marchés.
- b) Le bordereau de prix global et la décomposition du montant global conformément aux modèles fixés par le maître d'ouvrage et figurant dans le dossier d'appel d'offres.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total de la décomposition du montant global prévaut.



Les montants totaux du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant de l'acte d'engagement, et celui du bordereau du prix global, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

Article 10. Présentation des dossiers des concurrents

- 1- Conformément aux dispositions de l'article 31 du règlement précité et suite à l'arrêté du ministère de l'Economie et des Finances n° 1982-21 du 9 Joumada I 1443 (14 Décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaire, qui stipule les dispositions relatives à l'obligation de dépôt des plis et des offres des concurrents par voie électronique et à la dématérialisation des garanties pécuniaires.
- 2- Le dossier du concurrent contient trois sous-dossiers distincts :
- 3- Ce pli contient trois enveloppes distinctes :
 - a- La première contient les pièces du dossier administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales paraphé sur toutes les pages et signés à la dernière page par le concurrent ou la personne habilité à cet effet. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « dossier administratif et technique » ;
 - b- La deuxième contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention « offre financière » ;
 - c- La troisième contient l'offre technique. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention « offre technique ».

Article 11. Dépôt des plis des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement précité et suite à l'arrêté du ministère de l'Economie et des Finances n° 1982-21 du 9 Joumada I 1443 (14 Décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires notamment son article 41, qui stipule les dispositions relatives à l'obligation de dépôt des plis et des offres des concurrents par voie électronique et à la dématérialisation des garanties pécuniaires

Article 12. Retrait des plis

Conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement précité et suite à l'arrêté du ministère de l'Economie et des Finances n° 1982-21 du 9 Joumada I 1443 (14 Décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires notamment son article 13

Tout pli déposé peut être retiré par le concurrent antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait de tout pli s'effectue au moyen du certificat de signature électronique ayant servi au dépôt de ce pli. Les informations relatives au retrait des plis sont enregistrées automatiquement sur le registre de dépôt des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues à l'arrêté du ministère de l'Economie et des Finances n° 1982-21 du 9 Joumada I 1443 (14 Décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires et avant la date et l'heure limites d'ouverture des plis.



Article 13. Groupement des concurrents

Les concurrents sont invités à soumissionner individuellement ou à constituer un groupement pour présenter une offre unique. Le groupement peut être soit conjoint soit solidaire.

Le groupement est dit « conjoint » lorsque chacun des membres du groupement, s'engage à exécuter une ou plusieurs parties distinctes tant en définition qu'en rémunération des prestations objet du marché qui sera conclu à l'issu du présent appel d'offres.

Le groupement est dit « solidaire » lorsque tous ses membres s'engagent solidairement vis-à-vis du maître d'ouvrage pour la réalisation de la totalité du marché.

L'acte d'engagement doit préciser la nature du groupement et désigner le mandataire qui assurera la coordination des opérations et la liaison avec l'AUKSS.

En cas de groupement conjoint, chaque membre, y compris le mandataire, doit justifier individuellement les capacités juridiques, techniques et financières requises pour la réalisation des prestations pour lesquelles il s'engage.

Le groupement conjoint doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et précise la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

Le groupement solidaire doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, étant précisé que cet acte d'engagement peut, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché.

Les membres du groupement solidaire, y compris le mandataire, doivent justifier individuellement les capacités juridiques exigées.

Les capacités financières et techniques du groupement solidaire sont jugées sur la base d'une mise en commun des moyens humains, techniques et financiers de l'ensemble de ses membres pour satisfaire de manière complémentaire et cumulative les exigences fixées à cet effet dans le cadre de la procédure de passation de marché. Les dispositions de l'article 140 du règlement précité restent applicables.

Article 14. Délai de validité des offres

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret précité Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante-quinze (75) jours, à compter** de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

Article 15. Critères d'appréciation des capacités techniques et financières des concurrents - examen des offres et mode de jugement

L'examen des offres sera effectué par une commission désignée à cet effet par l'ordonnateur ou son délégué. Les travaux de cette commission se dérouleront conformément aux dispositions de l'article 137 du règlement de passation des marchés publics de l'Agence Urbaine, notamment les articles 36, 39 et 40.

Les membres de la commission sont tenus au secret professionnel pour tout ce qui concerne les éléments portés à leur connaissance.

- **Phase 1 : Analyse préliminaire des dossiers administratifs, technique:**

Cette analyse tend à s'assurer de la conformité des propositions par rapport aux stipulations du règlement de la consultation notamment, les pièces des dossiers précités.



- **Phase 2 : L'appréciation de l'offre technique se fera selon la grille de notation suivante :**

Toute méthodologie novatrice dans le cadre des prescriptions du CPS sera privilégiée. La méthodologie à suivre pour l'évaluation de ce volet est résumée dans le tableau suivant :



AXE DE NOTATION			NOTE
I- PROBLEMATIQUE ET METHODOLOGIE :			
1. PROBLEMATIQUE :			
- Aspects relatifs à la présentation de l'aire d'étude et maîtrise du territoire			5 pts
- Aspects relatifs au diagnostic territorial et enjeux stratégiques			5 pts
- Aspects relatifs aux orientations d'aménagement et projet du plan de développement			5 pts
- Illustration des aspects problématiques (cartes, schémas, photos, ...)			5 pts
*Au cas où un des critères n'est pas conforme au CPS, la note attribuée est 0.			
Sous total 1 :/20			
2. METHODOLOGIE GENERALE :			
- Pertinence des objectifs arrêtés et perspectives de recherche			5 pts
- Cohérence de la démarche			5 pts
- Aspects novateurs de la démarche			5 pts
*Au cas où un des critères n'est pas conforme au CPS la note attribuée est 0.			
Sous total 2 :/15			
a. APPROCHE THEMATIQUE ET ENQUETES :			
- Cohérence entre objectifs de l'étude et outils d'investigation proposés			5 pts
- Consistance des études thématiques et sectorielles			5 pts
*Au cas où un des critères n'est pas conforme au CPS la note attribuée est 0.			
Sous total 3 :/10			
b. ORGANIGRAMME ET PLANNING (cohérence et pertinence)			
- Organigramme de l'étude			15 pts
- Planning			7.5 pts
*Au cas où un des critères n'est pas conforme au CPS, la note attribuée est 0.			
Sous total 4 :/15			
T1 :/60			
II- EQUIPE PROPOSEE ET REFERENCES GENERALES :			
	Note maximale	Critères de notation de documents de base	Note globale
CHEF DU PROJET – ARCHITECTE	10 points		
Si expérience similaire = 0 an	0 point	- 2 points par année d'expérience justifiée dans des études similaires - Pas d'expérience similaire : 0 point	/10
Si expérience similaire = 1 an	2 points		/10
Si expérience similaire = 2 ans	4 points		/10
Si expérience similaire = 3 ans	6 points		/10
Si expérience similaire = 4 ans	8 points		/10
Si expérience similaire = 5ans et plus	10 points		/10
LE RESTE DE L'EQUIPE :	27 points		
➤ Urbaniste	6 points	- 1 point par année d'expérience justifiée dans des études similaires - Pas d'expérience similaire : 0 point	/6
➤ Ingénieur en génie civil	6 points	- 1 point par année d'expérience justifiée dans des études similaires - Pas d'expérience similaire : 0 point	/6
➤ Spécialiste en statistiques (Ingénieur, Master ou Doctorat en statistiques)	3 points	- 1 point par année d'expérience justifiée dans des études similaires - Pas d'expérience similaire : 0 point	/3
➤ Spécialiste en SIG (Ingénieur, Master ou Doctorat en SIG avec une expérience similaire)	3 points	- 1 point par année d'expérience justifiée dans des études similaires - Pas d'expérience similaire : 0 point	/3
➤ Spécialiste en environnement et/ou développement durable (Master ou plus en environnement et/ou développement durable avec une expérience similaire)	3 points	- 1 point par année d'expérience justifiée dans des études similaires - Pas d'expérience similaire : 0 point	/3
➤ Economiste (Master ou plus en Economie avec une expérience similaire)	3 points	- 1 point par année d'expérience justifiée dans des études similaires - Pas d'expérience similaire : 0 point	/3
➤ Juriste (Master ou plus en Droit avec une expérience en foncier)	3 points	- 1 point par année d'expérience justifiée dans des études similaires - Pas d'expérience similaire : 0 point	/3
*En cas d'absence d'un des trois premiers profils (architecte, urbaniste, ingénieur en génie civil) l'offre du candidat sera écartée.			
*Au cas où un des CV n'est pas «signé légalisé» et/ou un des diplômes n'est pas «légalisé», la note attribuée est 0.			
*Au cas où un des CV ne mentionne pas la fonction actuelle, la note attribuée est 0.			
T2 :/37			
III- MOYENS HUMAINS:			
CADRES D'APPUI	3 points		
Infographistes (au moins un)	1.5 points	- 1.5 points si 1 infographiste au moins	/1.5
Techniciens (au moins un) en architecture ou urbanisme	1.5 points	- 1.5 points si 1 technicien au moins	/1.5
T3 :/3			
Nt = T1 + T2 + T3			
Nt=/100			

N.B : Toute offre ayant obtenu un total Nt inférieur à 65 points sera écartée (note éliminatoire).

- **Phase 3 : Appréciation de l'offre financière**

Une note financière est attribuée à chaque offre .Cette Note est calculée selon la formule suivante : $Nf = (Fo / F) \times 100$

Fo = l'offre financière la moins disante

F = l'offre financière du concurrent).

- **Phase 4 : Appréciation de l'offre globale**

Une note globale est attribuée à chaque offre. Elle est calculée selon la formule suivante :

$$Ng = Nt \times 0,70 + Nf \times 0,30$$

L'attributaire est celui qui aura obtenu la note globale la plus élevée.

Les membres de la commission sont tenus au secret professionnel pour tout ce qui concerne les éléments portés à leur connaissance.

Les membres de la commission sont tenus au secret professionnel pour tout ce qui concerne les éléments portés à leur connaissance.

- **Phase 5 : Analyse du complément du dossier administratif :**

Le concurrent retenu à l'issue de la phase n° 4 est invité à produire un complément de son dossier administratif conformément à l'alinéa 2 du paragraphe I-A de l'article 6 ci-dessus.

Article 16. Résultat définitif de l'appel d'offres

Les résultats d'examen des offres doivent être affichés dans les locaux de l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane, et ce conformément à l'article 43 du règlement relatif aux conditions et formes de passation des marchés des Agences ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Article 17. Préférence en faveur de l'entreprise nationale

Conformément aux dispositions de l'article 138 du règlement relatif aux conditions et formes de passation des marchés publics de l'Agence Urbaine Kénitra-Sidi Kacem, le pourcentage de préférence à appliquer en faveur de l'entreprise nationale est de 15%.

Article 18. Langue de présentation des dossiers

Toutes les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents en réponse au présent appel d'offres doivent être établies en langue française.

Article 19. Monnaie

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du règlement précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les concurrents.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham.



ROYAUME DU MAROC

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL,
DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

AGENCE URBAINE DE KENITRA-SIDI KACEM- SIDI SLIMANE

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 11 /AUKSS/2023

ELABORATION DU PLAN D'AMÉNAGEMENT DU CENTRE LAABYATE À LA
COMMUNE OULED HCINE

Le Maître d'Ouvrage	Le Concurrent (Plus la mention lu et accepté manuscrite)
<p>Signature Directeur de l'Agence Urbaine de Kénitra Sidi Kacem - Sidi Slimane par intérim EL Madani EL MAATI Chargé de Mission auprès de la Direction</p>	